



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3012
24 avril 2026
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Fermetures d'entreprises L'emploi et les salaires avant les profits !



Assemblée à Stellantis Poissy le 15 avril 2025 contre les menaces sur l'emploi.



Contre la fermeture de l'usine Brandt en décembre 2025.

C. JEAN-FRANÇOIS MONIER - AFP

Liban
**une guerre
sans trêve**

Page 8

Dans les entreprises
**Stellantis, SNCF,
La Poste...**

Pages 12 à 15

Les 23, 24 et 25 mai



Page 16

**LA FÊTE DE
LUTTE
OUVRIÈRE**

Leur société

- Budget: une guerre à la population 3
- Carburants: les salaires doivent suivre les prix! 3
- 1^{er} Mai: une journée de lutte pour les travailleurs de tous les pays 4
- Lecornu revient à la charge 4
- Police: grandes oreilles, petite tête 4
- Casque bleu: mort pour l'impérialisme français 5
- Bardella: cherche emploi au Medef 5
- Retailleau: comment doubler à l'extrême droite? 5
- Édition: Bolloré impose sa loi 6
- Loi Yadan: silence dans les rangs! 6
- Logement: que les pauvres se taisent! 6
- Éducation: baisse démographique et propagande mensongère 7
- Allocation d'autonomie: coupes budgétaires 7
- Muséum d'histoire naturelle: un appel au secours 7
- Guyane: des militaires jugés pour des extorsions d'or 11
- Bombes non explosées: planète ou champ de mines? 11

Dans le monde

- Liban: une guerre sans trêve 8
- Détroit d'Ormuz: le diktat américain 8
- Madagascar: la jeunesse se remobilise 9
- Bénin: présidentielle bien préparée 9
- États-Unis: paradis fiscal et enfer social 9
- Russie: l'économie de guerre et ses ravages 10
- Ukraine: le gouffre de l'endettement 10

Dans les entreprises

- Stellantis - Poissy et Vesoul 12
- Centre hospitalier Dunkerque 12
- Samsic Shuttle - Roissy 13
- Ateliers TGV - Paris Sud-Est 13
- Aides familiales - Somme 13
- La Poste - Paris Brune 14
- CGI - Bordeaux 14
- Accidents du travail: les jeunes en première ligne 14
- Lidl 15
- Le Havre - Synthomer 15

Agenda

- La Fête de Lutte ouvrière à Presles 16

L'emploi et les salaires avant les profits!

Entre deux émissions spéciales sur la guerre, nous avons appris, la semaine dernière, l'arrêt de la fabrication de voitures à l'usine Stellantis de Poissy. C'est donc la fermeture programmée de la dernière usine d'assemblage automobile de la région parisienne.

L'annonce de la direction de Stellantis, à peine répercutée par les médias, est révoltante. Le groupe a engrangé 54 milliards de profits sur les cinq dernières années, et il menace 2 000 emplois à Poissy et des milliers chez les sous-traitants.

Dans la même veine, Renault a annoncé sabrer dans ses postes d'ingénieurs. Un millier d'emplois encore supprimés ! Bien sûr, nous sommes habitués aux annonces de ce genre. Les fermetures et plans de licenciements – ArcelorMittal, Brandt, Vencorex, Arkema, Domo, Teisseire, Auchan, Casino... – sont sans fin et touchent tous les secteurs. Mais chacune de ces annonces est une raison de plus de se mettre en colère.

Le droit à un salaire est un droit vital

Dans cette société d'exploitation, le seul droit sérieux des travailleurs, le droit de gagner sa vie, est piétiné en permanence, plongeant toujours plus de femmes et d'hommes dans le besoin.

Les travailleurs ne sont pas des machines que l'on peut brancher, débrancher et mettre à la casse selon les aléas de la production, du marché et de la concurrence. Pour vivre, il faut à tous un salaire qui tombe tous les mois parce que les loyers ou les remboursements de crédits, il faut les payer tous les mois. Parce que les enfants d'ouvriers, comme les enfants de bourgeois, ont

besoin de manger tous les jours.

Les défenseurs patronaux présentent ces fermetures de sites comme inéluctables du fait de la crise, de la guerre ou de la concurrence chinoise. Ces prétextes n'ont qu'une raison d'être : faire en sorte que les travailleurs se résignent à voir leurs conditions de vie sacrifiées.

Mais quelles que soient les raisons avancées, les actionnaires, eux, sauvent leurs millions. Mieux, d'année en année, ils sont toujours plus riches car si les grands groupes subissent les aléas des marchés et de la concurrence, ils en sont les acteurs et les profiteurs.

L'augmentation des prix, à commencer par la flambée du carburant, n'est pas une loi de la nature, ce sont les dirigeants des grands groupes qui la décident. Et ce sont eux qui organisent la guerre économique dans laquelle ils ne risquent rien puisqu'elle se mène avec le salaire et l'emploi des travailleurs, qu'ils soient embauchés, intérimaires ou salariés de sous-traitants.

Alors, laissons les perroquets du grand patronat pérorer sur la crise de l'énergie, de l'automobile, de la chimie ou du commerce et les bouleversements engendrés par la guerre en Ukraine et au Moyen-Orient. Ce sont les affaires de la grande bourgeoisie, occupons-nous des nôtres !

Nous, travailleurs, sommes plus que jamais confrontés à une guerre sociale, à une offensive générale du grand patronat qui s'intensifie dans cette période de crise et de guerre.

Elle prend la forme de tous ces licenciements, auxquels s'ajoute le racket du prix de l'essence qui est en train de se transformer en racket généralisé car, par ricochet, tous les prix sont en train d'augmenter sans que les salaires suivent. Et dans cette guerre-là il n'y a aucun cessez-le-feu à attendre de la part du grand patronat.

Les travailleurs doivent défendre leur droit au travail et à un salaire digne. Il faut qu'ils s'organisent et trouvent le chemin de la lutte, dans leur entreprise d'abord, puis en s'adressant aux autres travailleurs dans le pays.

Une lutte d'ensemble est nécessaire

Nous sommes tous attaqués d'une façon ou d'une autre. L'offensive du grand patronat est générale, et c'est à cette échelle que nous pourrions vraiment nous faire craindre et respecter.

Ne laissons pas le patronat s'octroyer un droit de vie ou de mort sur la classe ouvrière ! C'est la grande bourgeoisie qui dirige ce système capitaliste et qui est responsable de son évolution. Et c'est elle qui en profite. C'est aux actionnaires, présents ou passés, de payer pour garantir le droit de vivre dignement aux seuls et véritables producteurs que sont les travailleurs. Les conditions de vie de la classe laborieuse doivent passer avant les fortunes de ces milliardaires qui ne sont que des parasites !

Nathalie Arthaud



400 plans de licenciements depuis 2023

Budget : une guerre à la population

Alors que l'année est loin d'être finie, le gouvernement Lecornu prévoit déjà des « mesures supplémentaires de freinage de la dépense », c'est-à-dire de nouvelles coupes budgétaires dans les services utiles à la population.

Réuni mardi 21 avril, le comité d'alerte des finances publiques a donné ses chiffres : 6 milliards d'économies à faire en plus. David Amiel, ministre des Comptes publics, justifiait déjà devant le Sénat ce nouveau tour de vis dans le budget par « les surcoûts liés à l'engagement de nos forces » dans la guerre au Moyen-Orient, cette guerre à laquelle Macron prétend que la France ne participe pas !

Les banques ont profité de la guerre en Iran pour augmenter les taux d'intérêt

auxquels les États, dont la France, sont obligés d'emprunter. En 2025, la France avait versé 65 milliards d'euros en intérêts.

Aujourd'hui, le gouvernement évoque un surcoût de 3,6 milliards d'euros en 2026 en raison du racket en hausse des banquiers, sans oublier les milliards supplémentaires prévus pour l'armement.

Sans surprise, David Amiel a prévenu que chaque dépense supplémentaire pour les entreprises ou la guerre serait compensée

par « une annulation d'une dépense qui était prévue, à l'euro près » dans le budget 2026.

Il ne s'agit évidemment pas de s'en prendre aux centaines de milliards d'aides publiques versées chaque année au patronat. Au contraire, Lecornu a déjà annoncé par exemple que l'enveloppe de 70 millions pour le patronat de la pêche ou du transport et celle de 76 millions pour les entreprises recourant au chômage partiel allaient encore s'alourdir dans les prochaines semaines.

Par contre, le gouvernement parle déjà de saigner la Sécurité sociale à hauteur de 2 milliards supplémentaires pour compenser



ces coûts dans le budget de l'État. En fait, le seul budget dont on sait déjà qu'il sera épargné par ces coupes est celui des armées, qui a obtenu une rallonge de 36 milliards sur quatre ans la semaine dernière, dont 8,5 milliards pour les munitions en remplacement de

celles qui ont été utilisées dans la guerre au Moyen-Orient depuis un mois et demi.

C'est ce qui s'appelle un budget de guerre... contre tous les services utiles à la population, et au service du patronat.

Marlène Stanis

Carburants : les salaires doivent suivre les prix !

Mardi 21 avril, après deux mois de guerre dans le golfe Persique, on trouvait le gazole à 2,15 euros et le SP 95 à 2,01 euros le litre en moyenne, en France continentale, d'après les chiffres gouvernementaux.

Ces prix, réputés avoir un peu baissé par rapport à la semaine précédente, étaient cependant suspendus aux déclarations contradictoires de Trump, à leurs effets sur le marché, aux spéculations des grands opérateurs et à mille et une autres variables dont aucune ne dépendrait du gouvernement.

C'est du moins ce qu'affirment les ministres. Et le représentant des industries pétrolières d'ajouter benoîtement que tout redeviendrait normal, c'est-à-dire à 1,70 euro le litre, avec le rétablissement de la paix au Moyen-Orient.

Le gouvernement ainsi que certaines collectivités territoriales et l'Union européenne ont accordé des aides aux agriculteurs, sous forme de délais de paiement pour certaines cotisations, aux pêcheurs, avec une aide directe pour l'achat de carburant, et des promesses ont été faites à quelques autres. C'est une goutte d'eau dans la mer et, par exemple, des

bateaux restent à quai car la vente de la pêche ne couvre plus les frais de gazole.

Mardi 21 avril, Lecornu se fendait toutefois de la promesse d'une aide de 20 centimes par litre pour trois millions de « gros rouleurs » modestes, pour un total de 70 à 180 millions d'euros par mois assumés par l'argent public.

La splendide organisation de la vie sociale autour de l'automobile, du centre commercial et des concentrations de salariés loin de leurs habitations devient vite hors de prix en cas de crise, du moins pour les exploités.

Lecornu et son ministre de l'Économie se contentent de demander « la loyauté et la transparence dans le prix à la pompe » aux géants de la distribution. Mais les Leclerc, Intermarché et autres Carrefour ne sont transparents vis-à-vis de personne, pas même de l'État, et ne sont loyaux qu'envers leurs actionnaires.

La menace, toute verbale



pour l'instant, de limiter les marges des distributeurs est un faux-semblant. Tout cela vise en fait à ne surtout pas parler des groupes qui, eux, font des bénéfices colossaux, les majors du pétrole, Total et ses sœurs, qui se payent même le luxe d'organiser la spéculation en profitant de la crise.

En définitive, tant qu'il n'est pas confronté à une crise politique ou sociale, le gouvernement laisse la population se faire rançonner et se contente de discours sur la transition

énergétique, le passage à l'électrique et autres fariboles qui ne remplissent ni le réservoir ni le réfrigérateur. Ses opposants politiques, aujourd'hui loin des responsabilités, parlent de baisser ou de figer les prix des carburants, aux dépens des fonds publics évidemment. Ce que l'État perdrait alors en taxes sur les carburants, il le reprendrait forcément ailleurs, d'une façon ou d'une autre, mais toujours aux dépens de la population. Il n'est que de voir comment les dépenses

budgétaires utiles sont rognées, de mois en mois, pour abonder le budget militaire et les aides aux grandes entreprises.

Puisque le carburant est devenu un bien indispensable, puisque les capitalistes en fixent le prix, puisque leurs guerres le font monter de jour en jour, les travailleurs doivent exiger des salaires, des pensions et des retraites permettant de conserver leur niveau de vie, quels que soient le prix du gazole et du reste.

Paul Galois

1^{er} Mai : une journée de lutte pour les travailleurs de tous les pays

Le 1^{er} Mai n'est pas une journée de manifestation comme les autres. C'est un point de repère, une référence que le mouvement ouvrier révolutionnaire a transmise, comme le drapeau rouge.

Cette idée d'une mobilisation internationale du mouvement ouvrier a été lancée il y a presque 150 ans, en 1889, quand des représentants des partis socialistes naissants de toute l'Europe et au-delà se sont retrouvés à Paris, à l'occasion du centenaire de la Révolution française de 1789, pour fonder l'Internationale ouvrière.

Ils disaient que la révolution à venir, celle qui changerait la société, à l'image

de la Révolution de 1789 qui l'avait fait en renversant la monarchie en France, serait une révolution des travailleurs de tous les pays contre leurs exploités : les rois et les reines qui restaient encore en place à l'époque, et surtout la classe capitaliste, devenue la principale classe dominante. Et pour concrétiser cette idée, ils lancèrent un appel à tous les exploités du monde à une journée de grève et de manifestations le 1^{er} mai 1890.

Aujourd'hui, alors que le monde s'enfoncé dans la guerre, que dans tous les pays des dirigeants dressent leur peuple contre le peuple voisin et attisent la haine entre exploités, il y aura dans tous les pays des travailleurs, des militants pour manifester le 1^{er} mai. Même si ce ne sera parfois qu'une poignée d'individus, tous feront partie d'un même mouvement général. Et bien entendu Lutte ouvrière appelle à participer aux cortèges qui seront organisés.

Depuis que le 1^{er} Mai a été institué, il est resté un symbole de lutte pour les exploités, même dans les

pires moments. Pendant la Première Guerre mondiale, le 1^{er} mai 1915 à Paris et à Lyon, les opposants à l'union sacrée organisèrent des rassemblements. Le 1^{er} mai 1916, à Berlin, le révolutionnaire Karl Liebknecht leva le drapeau rouge au milieu de milliers d'ouvriers qui l'entouraient et fut arrêté immédiatement. Pendant la Seconde Guerre mondiale, en pleine répression de l'insurrection du ghetto de Varsovie, le 1^{er} mai 1943, les jeunes militants socialistes se rassemblèrent pour chanter *L'Internationale*.

L'internationalisme de la classe ouvrière n'est pas

que l'expression d'une solidarité entre travailleurs de différents pays. C'est l'idée fondamentale qu'ils ne forment qu'un camp, une seule classe sociale par-delà les frontières, que leur sort est lié et que l'émancipation des uns ne peut se réaliser qu'au travers de l'émancipation des autres. Quelle autre idée peut mieux représenter une perspective d'avenir pour toute l'humanité ?

Pierre Royan

À Paris, la manifestation du 1^{er} Mai partira de la place de la République à 14 heures

Lecornu revient à la charge

À peine une semaine après le recul du gouvernement sur le travail du 1^{er} Mai, Lecornu est revenu à la charge. Il a annoncé que les boulangeries-pâtisseries artisanales et les fleuristes pourront ouvrir, dans un « cadre juridique sécurisé » dès ce 1^{er} mai 2026.

Précédemment, Gabriel Attal avait présenté à l'Assemblée nationale un projet de loi visant à étendre le travail le 1^{er} Mai. Il avait alors suscité une levée de boucliers du côté de la gauche parlementaire. Les organisations syndicales, CGT et CFDT, dénonçaient le risque d'ouverture « d'une brèche contre les droits des salariés ». Et le PS menaçait même d'une motion de censure.

Alors avait commencé un imbroglio parlementaire pour contourner les multiples amendements déposés par la gauche, et les macronistes avaient eux mêmes voté la motion de rejet préalable aux débats car cela permettait de convoquer

directement une commission mixte paritaire du Sénat et de l'Assemblée.

Ainsi, cette réunion de sénateurs et députés, dominée par la droite et le centre, aurait sans aucun doute trouvé rapidement une version commune à cette proposition de loi. Mais, le 13 avril, Lecornu annonçait son refus de transmettre le texte à cette commission, rangeant ainsi au placard cette attaque contre les droits des travailleurs.

De façon assez prévisible, ce « recul » du gouvernement s'est révélé une entourloupe. Quatre jours plus tard, Lecornu annonçait la possibilité pour les fleuristes et boulangers indépendants et artisanaux

d'ouvrir ce 1^{er} mai 2026 sans risquer d'avoir une amende pour avoir fait travailler leurs salariés ce jour, comme cela découle actuellement du Code du travail. Et il précisait qu'un projet de loi sur l'extension du travail du 1^{er} Mai serait soumis au vote d'ici 2027.

Si Lecornu a sans doute reculé devant la perspective d'un débat parlementaire non souhaité, il n'en devait pas moins démontrer lui aussi son ardeur à s'attaquer au seul jour férié, chômé et payé reconnu aux travailleurs. C'est une façon de montrer combien il comprend les revendications du patronat contre toute entrave à l'exploitation des travailleurs. Un Premier ministre de la bourgeoisie doit de toute façon dire et répéter son mépris pour une journée qui incarne l'histoire des combats de la classe ouvrière.

Joséphine Sina



L'appel à la grève le 1^{er} mai 1926 par la CGTU.

Police : grandes oreilles, petite tête

Dans la procédure lancée contre Rima Hassan pour apologie du terrorisme, la police n'a pas lésiné sur les moyens. Alors qu'elle était accusée pour un simple post édité le 26 mars, post qu'elle a

retiré très vite, les policiers traçaient depuis janvier sa géolocalisation sur son téléphone portable, suivant tous ses déplacements.

Ainsi, ils ont pu effectuer des recherches auprès de l'Agence nationale des

données de voyage (ANDV), auprès de la SNCF pour connaître l'intégralité des voyages de la députée. Mais à leur grand désespoir, ils n'ont rien découvert de compromettant, tout comme ils n'avaient rien

trouvé lors de son audition. Et c'est le policier qui a reçu Rima Hassan à sa convocation qui a vendu la mèche quand il lui a benoîtement demandé pourquoi elle n'avait pas son téléphone portable, précisant qu'il

savait qu'elle l'avait cinq minutes avant. Cela a mis la puce à l'oreille de Rima Hassan et de son avocat qui ont demandé des explications et découvert le traçage effectué par la police.

A. U.

Casque bleu : mort pour l'impérialisme français

Le 18 avril, la mort au Liban d'un « casque bleu » français, quelques semaines après la mort d'un autre soldat français en Irak, est venue rappeler que la France est engagée au Moyen-Orient.

Et contrairement à la légende répétée par les ministres et les journalistes, son armée n'est pas là pour assurer la paix.

Certes, le sergent-chef Montorio a été tué dans le cadre de la Force d'interposition des Nations unies au Liban, la Finul, supposée garantir la paix entre l'armée israélienne et les forces armées du Hezbollah libanais et « aider le gouvernement libanais à rétablir son autorité effective dans la région », selon le mandat de l'ONU. Avec quelle efficacité ! Depuis la mise en place de cette Finul, en 1978, il y

a près de cinquante ans, le Liban a connu en tout moins de vingt ans sans guerre et subi plusieurs invasions et occupations par l'armée israélienne. Au bilan, 340 « casques bleus », soldats de diverses nationalités, ont été abattus par un camp ou un autre depuis 1978.

« La France ne doit pas abandonner le Liban où elle assume une mission presque ancestrale », a formulé sur France Info Jean-Marie Bockel, macroniste et ancien ministre de la Défense de Sarkozy. En l'occurrence, la poursuite de

sa participation à la Finul est un symbole. Bien que n'ayant plus d'influence sur ce qui se passe au Liban, les gouvernements français veulent garder un pied dans un pays dont la France a été la tutrice coloniale et qu'elle a même créé. Des liens demeurent entre la bourgeoisie française et les classes privilégiées libanaises, et elle veut les garder jusqu'au bout.

Mais surtout, au-delà du Liban, 4 000 soldats français sont déployés en permanence sur diverses bases au Moyen-Orient, et à Djibouti ; s'y ajoutent ceux du porte-avions *Charles de Gaulle*, déployé en Méditerranée orientale.

Ces soldats ne risquent pas leur vie pour maintenir



Des soldats de la Finul patrouillent dans le sud-ouest du Liban.

la paix mais pour garantir les intérêts de l'impérialisme français dans la région. Le pétrolier Total-Energies réalise un tiers de sa production d'hydrocarbures au Moyen-Orient. Pour sécuriser l'accès au canal de Suez du géant maritime français CMA-CGM, la marine française patrouille en permanence au large du détroit de Bab el-Mandeb qui ferme la mer Rouge. Quant aux marchands d'armes, Dassault, Thales et les autres, ils font

la moitié de leurs ventes au Moyen-Orient. En échange de l'achat d'avions Rafale par les Émirats arabes unis, le Qatar, le Koweït, l'Arabie saoudite, des accords de défense ont été signés avec plusieurs de ces pays. Au nom de ces accords, l'armée française a tiré au mois de mars des dizaines de missiles à un million d'euros l'unité pour abattre des drones ou des missiles iraniens. Voilà pourquoi meurent des soldats français...

Xavier Lachau

Bardella : cherche emploi au Medef

En vue de l'élection présidentielle, le Medef a invité Jordan Bardella à déjeuner : un candidat parmi bien d'autres qui sont tous soucieux de se montrer capables d'exécuter le menu d'attaques antiouvrières concocté par le patronat.

Pour ce déjeuner du 20 avril, Patrick Martin, le patron du Medef, le syndicat des grandes entreprises, s'est senti obligé de déclarer que Bardella était simplement « auditionné », comme le serait tout acteur désireux d'obtenir un rôle, aux côtés d'autres présidentiables pour 2027. Et si Bardella a fait mine de se rebeller au dernier moment en affirmant qu'il ne s'agissait pas d'un oral à l'école, il s'est quand même mis à table.

Ce déjeuner s'ajoute à d'autres pour le Medef : Olivier Faure du PS (Parti socialiste), Hervé Marseille de l'UDI (l'Union des démocrates et indépendants). Et, pour l'instant, les prochains convives sont Bruno Retailleau des LR (Les Républicains), Édouard Philippe de Horizons, Marine Tondelier des Écologistes et Manuel Bompard de LFI (La France Insoumise).

Lors du déjeuner avec Bardella, les patrons de la métallurgie, de la banque et du BTP n'ont pas manqué de faire valoir leur point de vue. Comme ils savent

le faire avec tous ceux qui veulent gouverner dans ce système.

Bardella (à moins que le procès de Marine Le Pen ne prenne une autre tournure) fait désormais partie du personnel politique présidentiable. Le patronat lui présente donc sa feuille de route. Et si une partie de la presse y voit un événement, personne ne s'offusque du fait que la teneur

des discussions et donc des demandes patronales n'ait pas fuité.

Le patronat n'a évidemment aucune raison de craindre le RN. En juin 2024, quand Bardella s'est cru aux portes de Matignon, il a renoncé à sa promesse d'abroger la dernière réforme des retraites, et déclaré que le smic resterait bloqué. Il s'agissait alors, comme aujourd'hui, de faire allégeance au grand patronat du pays.

On peut gager que le 20 avril Bardella lui a renouvelé son message.

Marlène Stanis



Retailleau : comment doubler à l'extrême droite ?

Trois quarts de siècle après la création d'un courant gaulliste qui désormais prend l'eau de toutes parts, Bruno Retailleau préside à ses destinées. Il est même, depuis dimanche 19 avril, le candidat de LR à l'élection présidentielle de 2027.

Retailleau, après quarante d'années d'obscurité, avait gagné ses galons en étant un an durant le ministre de l'Intérieur de Macron le plus obsessionnellement islamophobe. Les migrants avec ou sans papiers, les familles de culture ou de religion musulmane, les jeunes de banlieue issus de l'émigration maghrébine et jusqu'à l'Algérie tout entière, son peuple, son État, son gouvernement et ses diplomates, ont eu à subir ses prêches enflammés et ses mesures administratives et policières.

Son plan de campagne pour 2027 est de la même veine et consiste à tourner le RN sur sa droite. Ainsi, pour Retailleau, LFI serait « un ennemi de la France », l'islamisme le principal danger qui menacerait le

pays et Bardella un dangereux gauchiste. En effet, d'après le candidat LR, le RN avancerait un programme social dispendieux et refuserait de couper les vivres aux nombreux « assistés » des quartiers populaires, ce que lui, Retailleau, s'engage bien évidemment à faire immédiatement. Sa dernière sortie a consisté à proposer de « mettre l'Espagne au ban de l'Europe » parce que le Premier ministre Pedro Sanchez veut régulariser les 500 000 travailleurs migrants dont le patronat a besoin. Et de parler de rétablir une frontière infranchissable sur les Pyrénées.

On ne sait pas qui gagnera de l'original d'extrême droite ou de sa copie de droite extrême et, vrai dire, on ne sait pas qui copie qui entre ces ennemis avérés des travailleurs. Il reste que leur concurrence effrénée sur le terrain pourri du racisme, de la haine des pauvres et de l'allégeance au grand patronat empuantit l'atmosphère.

Paul Galois

Édition : **Bolloré impose sa loi**

Prétextant un différend sur la date de sortie du prochain livre de Boualem Sansal, Vincent Bolloré, qui possède Hachette et sa filiale Grasset, a décidé de licencier le directeur de celle-ci, Olivier Nora, en poste depuis vingt-six ans.

Bolloré contrôle déjà les chaînes du Groupe Canal+ (C8, Canal+, CNews, CStar), l'éditeur Editis, les radios Europe 1 et RFM, ou encore *Télé-Loisirs*, *Geo*, *Gala*, *Voici*, *Femme actuelle*, *Capital*, et *Le Journal du dimanche*. Certains de ces médias sont déjà des porte-voix des idées d'extrême droite et Bolloré n'a pas hésité à limoger ceux qui n'étaient pas assez dociles à son gré. Les journalistes du *JDD* avaient fait grève pendant 40 jours pour refuser la nomination de Geoffroy Lejeune à la tête du journal, ce dernier

ayant été condamné pour injure raciste peu de temps auparavant.

L'éviction d'Olivier Nora a suscité la colère de nombre d'écrivains édités par Grasset : 170 d'entre eux ont affirmé vouloir quitter la maison d'édition. Si certains de ces écrivains sont connus pour leurs opinions hostiles à l'extrême droite, on peut raisonnablement sourire de la rébellion d'autres comme Bernard Henri Lévy et Alain Minc. Mais Grasset va certainement perdre des plumes au propre comme au figuré, parce que ces

écrivains sont connus.

Bolloré traite ces départs avec mépris, dénonçant « une petite caste qui se croit au-dessus de tout et de tous et qui se coopte et se soutient » comme s'il appartenait au bas peuple. Le fait que le chiffre d'affaires de sa maison d'édition risque de baisser n'est pas un problème pour ce milliardaire. À travers ses médias, comme sa maison d'édition, il tient à promouvoir un certain nombre d'idées : la littérature est le cadet de ses soucis et il éditera certainement le prochain livre de Bardella ou de Sarkozy.

La réaction des écrivains qui refusent d'être sous le contrôle de cet homme d'extrême droite est compréhensible, mais cela ne règlera



pas le problème de la mainmise du milliardaire sur les médias ou l'édition. Il faut prendre le mal à la racine : que Bolloré, Arnault, Bouygues, Saadé soient les propriétaires de ces médias, leur donne le pouvoir de décider de tout, en particulier

celui de promouvoir la montée des idées d'extrême droite.

Combattre l'extrême droite, c'est aussi combattre la mainmise des capitalistes sur la société et l'exploitation qu'elle entraîne.

Aline Urbain

Loi Yadan : **silence dans les rangs!**

Au dernier moment, le projet de loi Yadan « contre les formes renouvelées de l'antisémitisme », qui devait être débattu à l'Assemblée nationale le 16 avril, a été retiré par crainte qu'il ne soit rejeté.

Mais dès le lendemain, la ministre Aurore Bergé annonçait qu'un nouveau texte de loi sur le sujet serait déposé avant l'été.

La loi Yadan, du nom de la députée qui l'a présentée, visait à assimiler toute critique de la politique israélienne à de l'antisémitisme. Ces critiques auraient alors été criminalisées car comparées à des appels « indirects » à la destruction ou à la négation de l'État d'Israël.

Les slogans de manifestants tels que « *Libérez la Palestine!* » auraient pu être concernés. Cette loi aurait

non seulement aggravé les sanctions pour apologie d'actes considérés officiellement comme terroristes, tels que les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, mais aurait puni leur « *banalisation outrancière* » et leur « *provocation même implicite* », autant de termes flous laissant ouvertes de nombreuses interprétations.

Cette loi scandaleuse viendrait à interdire de critiquer la politique de l'État d'Israël, au moment même où son armée extermine la population de Gaza et bombarde la population civile

du Liban dont il d'envahit le sud. Et cela sans parler des crimes des colons israéliens envers les Palestiniens de Cisjordanie. Le projet de loi a soulevé un tollé et la pétition contre celui-ci a recueilli plus de 700 000 signatures. Une partie des députés ayant annoncé qu'ils ne le voteraient pas, le groupe macroniste à l'Assemblée a jugé préférable de le retirer pour le moment, mais le gouvernement dit ne pas y avoir renoncé.

La répression contre ceux qui dénoncent les crimes de l'État israélien et le génocide à Gaza n'a pas attendu cette loi. Des militants ont déjà été condamnés à ce sujet. Dernière en date, la présidente de l'association EuroPalestine, Olivia Zemor, vient d'être condamnée à 24 mois de prison avec sursis pour des articles publiés juste après le 7 octobre 2023, dans lesquels elle dénonçait l'occupation israélienne à Gaza. Mais la loi Yadan aurait encore offert d'autres armes juridiques pour étendre cette répression. Le gouvernement et les tenants de la loi Yadan ne veulent pas seulement faire taire ceux qui critiquent la politique des dirigeants israéliens. Ils veulent aussi faire oublier leur propre complicité et celle des dirigeants de l'impérialisme français dans le massacre des Palestiniens.

Thomas Baumer

Logement : **que les pauvres se taisent!**



Alors que les expulsions locatives ont atteint un niveau record, 30 500 en 2025, le gouvernement vient de créer une mission sur les impayés de loyers avec à sa tête le président de l'UNPI, le lobby des propriétaires immobiliers,

« *Autant confier au Medef une mission sur la revalorisation du smic, ou à l'Olympique de Marseille un rapport consacré au PSG* », a ironisé la Fondation pour le logement. D'une certaine façon, les choses sont claires, d'autant que, dans la lettre de mission, écrite par le ministre du Logement

Jeanbrun, il est question d'analyser les difficultés que rencontrent les propriétaires bailleurs pour mettre les locataires à la porte.

Il s'agit d'aller encore plus loin qu'une loi de 2023 portant le nom d'un prédécesseur, Kasbarian, qui a déjà permis « *des améliorations substantielles* » notamment par la « *réduction des délais de procédure* » et la « *facilitation des expulsions judiciaires* ».

Et voilà une belle illustration du rôle de l'État au service des riches propriétaires.

Jean Sanday



Manifestation contre la loi Yadan.

Éducation : baisse démographique et propagande mensongère

Le 21 avril, le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, rencontrait les syndicats avec un objectif : faire accepter les 4 000 suppressions de poste envisagées par le gouvernement.



Contre une fermeture de classe, dans les Deux-Sèvres.

Depuis plusieurs semaines, pour justifier ces suppressions, la propagande bat son plein, mettant en avant une baisse démographique à venir. Le ministre de l'Éducation nationale parle d'une « vague sismique », rien que ça. Rendez-vous compte, nous dit le ministre, en 2035, la France comptera 1,7 million d'élèves en moins sur les 12 millions d'élèves qui aujourd'hui fréquentent 60 000 établissements scolaires. Et de montrer, dans des reportages qui

viennent à point nommé, des cours d'école vides et des bâtiments qui pourraient être désertés... dans quelques années.

Pour l'instant, dans bien des villes et banlieues populaires, nombre de collèges ou lycées sont au contraire souvent surpeuplés, accueillant 100, 200 élèves, voire davantage, de plus que prévu lors de leur construction. Les défenseurs du gouvernement rétorquent qu'il faut revoir le maillage des territoires, et un rapport de la Cour

des comptes, paru en mars, demande en conséquence d'opérer des regroupements dans des zones qui seraient désertées.

En réponse aux boniments, beaucoup font remarquer que, si baisse démographique il y a, elle devrait permettre de créer de meilleures conditions pour l'éducation de la jeunesse. Et, dans bien des régions, des parents occupent des écoles menacées de fermeture, des enseignants et des lycéens font grève contre l'absence de remplaçants, la suppression d'options ou encore les classes surchargées. Près de 500 000 jeunes sont en situation de handicap, dont l'immense majorité ne bénéficie absolument pas d'un encadrement suffisant.

« Zéro suppression de postes de professeurs serait suicidaire » a déclaré début avril Édouard Geffray. Pense-t-il aux finances publiques ou à la jeunesse ? Une politique pour l'éducation devrait partir des besoins des élèves, et de rien d'autre.

Aline Retesse

Allocation d'autonomie : coupes budgétaires

793 000 personnes de 60 ans et plus bénéficient de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) sous forme d'heures d'intervention d'une auxiliaire de vie ou d'une aide ménagère. Elle est versée par les départements qui, pour des raisons budgétaires, cherchent à la réduire.

Selon un rapport de la chambre régionale des comptes des Hauts-de-France, le département du Pas-de-Calais a carrément supprimé l'APA à 526 bénéficiaires en 2025 et l'a réduite pour 11 109 autres, soit près de la moitié des allocataires.

Ainsi, une femme de 96 ans, qui bénéficiait depuis dix ans du soutien d'une aide ménagère douze heures par mois pour un coût total de 32,50 euros, n'a plus d'APA depuis le début de l'année. Elle doit donc maintenant payer 129,20 euros pour seulement huit heures mensuelles. Une autre allocataire, qui témoigne dans le journal *Le Monde*, a appris qu'elle ne bénéficierait plus de l'APA : « J'ai pourtant deux prothèses de hanche. Aujourd'hui je n'ai plus d'aide.

À 92 ans, je ne pensais pas vivre ça ». La chambre des comptes reproche au département de n'avoir même pas effectué de visites à domicile avant d'exclure des allocataires du dispositif.

Le Pas-de-Calais est loin d'être une exception. Si les moyens varient, le but est le même dans la plupart des départements : diminuer les dépenses d'APA. Dans l'Hérault, depuis l'utilisation d'un nouveau formulaire envoyé aux usagers pour mesurer leur autonomie, selon la responsable de l'aide à domicile en milieu rural (ADMR), « nous constatons une chute brutale du nombre de demandes de prise en charge ». De nombreux départements ont bloqué ou baissé la dotation horaire versée aux associations ou aux services

d'aide à domicile, qui donc augmentent leurs tarifs horaires et présentent l'addition aux usagers. Selon une étude de l'ADMR, dans une soixantaine de départements, le coût net d'une heure est passé pour l'utilisateur de 4 à 8 euros (avant crédit d'impôt) entre 2022 et 2025. En conséquence, nombre de personnes âgées diminuent ou renoncent à ces heures, ne pouvant plus les payer.

Alors que la population vieillit et que les besoins d'accompagnement augmentent, l'État s'est depuis longtemps désengagé. Ainsi, dans le Pas-de-Calais, il ne participe qu'à 5 % du coût des prestations par le crédit d'impôt, le département en assurant la moitié et la Sécurité sociale 40 %. L'État ne garantit l'assistance, le financement et l'accompagnement qu'aux marchands de canons et aux patrons. Il laisse aux départements le sale boulot d'abandonner les personnes âgées à leur sort.

Christian Bernac

Muséum d'histoire naturelle : un appel au secours

Le Muséum national d'histoire naturelle, qui a succédé en 1793 au Jardin royal des plantes médicinales fondé en 1626, et qui fête donc ses 400 ans, appelle à l'aide.

Son président alerte sur l'état très délabré des bâtiments. Dans le pavillon des reptiles, fermé au public depuis 2018, le sol s'affaisse et les 35 salariés qui y travaillent ont dû être évacués. Ailleurs, des herbiers sont menacés par la moisissure, les radiateurs d'une bibliothèque fuient et endommagent des ouvrages. Des ossements fossilisés de la galerie de paléontologie et d'anatomie comparée explosent littéralement. Quant à la galerie de géologie et de minéralogie, elle est fermée au public depuis 2004. Seuls 26 % des bâtiments seraient dans un état satisfaisant.

Les conditions de travail sont également très dégradées. En l'absence de locaux en bon état, des chercheurs travaillent au froid l'hiver et au chaud l'été, voire dans des préfabriqués où la température peut atteindre 48 degrés. La sécurité est également sacrifiée, et le Muséum a été à la fois victime d'une

cyberattaque en juillet et du vol de six kilos de pépites d'or en septembre. Ajoutons que, si la presse se fait l'écho de cet appel du directeur du Muséum, depuis des années les près de 2 500 travailleurs de l'institution et leurs organisations syndicales dénoncent la dégradation des locaux, la précarisation du personnel avec le recours de plus en plus fréquent aux contrats courts, ou encore les partenariats divers avec des marques, tout cela sans que les médias s'en alarment.

Les raisons de l'état catastrophique du Muséum sont connues : l'État, qui assure la tutelle de l'établissement, l'affame. Pourtant le Muséum, qui abrite 68 millions de spécimens (roches, minéraux, animaux, végétaux...) et accueille chaque année 3,6 millions de visiteurs, joue un rôle irremplaçable. Les travaux d'urgence des 120 bâtiments nécessiteraient 500 millions ; pour les mettre aux normes, il faudrait 1,1 milliard. C'est beaucoup ? Le porte-avions récemment promis par Macron à la marine française coûtera 10 à 12 milliards d'euros.

Michel Bondelet



Liban : une guerre sans trêve

En dépit de l'annonce par Trump lui-même, jeudi 16 avril, d'un cessez-le-feu de dix jours au Liban, l'armée israélienne a poursuivi ses opérations de ratissage et de destruction de maisons à l'explosif dans le sud du pays.

Pour faciliter les négociations avec l'Iran, Trump a certes obligé Netanyahu à accepter une trêve au Liban, alors que celui-ci ne cessait de proclamer que la guerre se poursuivrait jusqu'à « l'éradication du Hezbollah ». Les membres du gouvernement israélien ont appris la conclusion de l'accord par les réseaux sociaux, comme le reste du monde. Mais si le président américain avait besoin d'afficher un succès diplomatique, il n'entendait pas pour autant obliger son partenaire à respecter un véritable cessez-le-feu. Le

texte de l'accord lui-même reconnaît d'ailleurs à l'armée israélienne le droit d'user de tous les moyens pour « se défendre ». Quant à l'occupation du Liban, il n'en est même pas fait mention.

Dès le 17 avril, des centaines de milliers de Libanais qui avaient fui les combats ont cependant tenté de regagner le sud du pays. Ils se sont heurtés à l'armée israélienne, qui a annoncé avoir établi une « ligne jaune » de démarcation, s'étendant de la Méditerranée à l'ouest jusqu'à la frontière libano-syrienne à l'est et délimitant une zone



Bombardement à Tyr dans le Sud-Liban, le 20 avril.

tampon large de 10 à 30 kilomètres le long de la frontière avec Israël.

À l'intérieur de cette zone, les soldats israéliens détruisent les infrastructures et les habitations dans le but de la rendre inhabitable, utilisant les mêmes méthodes que dans la bande de Gaza. Pendant ce prétendu cessez-le-feu, l'armée israélienne continue de mener des attaques et des bombardements, et

tous ceux qui s'approchent de trop près de la « ligne jaune » sont pris pour cible. Depuis le 2 mars, l'offensive israélienne au Liban a fait près de 2 500 morts, plus de 7 600 blessés et contraint au total plus de 1,2 million de personnes à prendre le chemin de l'exode. Du côté israélien, 15 soldats ont trouvé la mort.

Des négociations se poursuivent en principe pour

parvenir à une prolongation de la trêve mais, quelle qu'en soit l'issue, il est clair que, bénéficiant d'un soutien indéfectible de l'impérialisme américain, Netanyahu pourra poursuivre ce qui est une politique de conquête coloniale ; une politique payée au prix fort par tous les peuples de la région, y compris le peuple israélien, engagé dans une guerre sans fin.

Marc Rémy

Détroit d'Ormuz : le diktat américain

Le 21 avril, Trump a prolongé le cessez-le-feu avec l'Iran pour une durée indéterminée.

Mais les négociations n'avaient pas repris.

Le détroit d'Ormuz, artère vitale de l'économie mondiale, demeurait bloqué.

Les dirigeants iraniens refusent de reprendre les discussions, accusant les États-Unis d'avoir violé le cessez-le-feu en arraisonnant l'un de leurs navires. La responsabilité de ce blocus, avec ses conséquences économiques dramatiques pour des centaines de millions de femmes et d'hommes dans le monde, est entièrement imputable à Trump et aux dirigeants américains.

Jusqu'au 28 février, la circulation dans le détroit d'Ormuz était totalement libre.

Les pasdarans l'ont bloqué en représailles aux bombardements qui, en Iran, ont détruit des dizaines de milliers de sites, non seulement des zones militaires mais aussi des usines vitales pour l'économie, des installations pétrolières parfois récentes, des ponts, des voies ferrées, des centrales électriques. Des immeubles d'habitation, des écoles, des prisons ont aussi été touchés, au moins 2 000 civils ont été tués.

Pourtant, « l'Iran ne représentait aucune menace

imminente » pour les États-Unis. Cette appréciation d'un chef des services secrets américains a été confirmée le 7 avril par les révélations du *New York Times* : pour lui Trump a commencé cette guerre « sous la pression de Netanyahu ». Celui-ci l'a convaincu que le régime iranien allait s'effondrer rapidement car il y aurait un soulèvement populaire. Il a aussi rejeté les objections de généraux américains, inquiets des conséquences sur la circulation dans le détroit d'Ormuz. Malgré l'élimination de dizaines de dirigeants iraniens haïs par les manifestants de janvier, les bombardements israélo-américains ont provoqué un sursaut national et renforcé la base du régime. Parce qu'il n'est pas tombé, parce qu'il conserve un moyen de pression sur l'économie mondiale, le régime iranien, aussi affaibli soit-il, a infligé un revers à la première puissance mondiale.

Trump est maintenant confronté aux conséquences désastreuses de sa décision, la flambée des prix du pétrole, le choc économique mondial et le coût astronomique de la guerre même si, évidemment, les conséquences pour les peuples n'entrent pas dans ses calculs. Aux États-Unis

mêmes, la guerre est impopulaire, et Trump voudrait donc, au moins pour un temps, arrêter les frais. Mais même quand il propose des négociations au régime iranien, il le fait en chef suprême de l'impérialisme : avec arrogance et mépris. La seule porte ouverte que la délégation américaine a laissée à celle de l'Iran était une capitulation sans conditions : livraison de son stock d'uranium enrichi et renoncement à un programme balistique, les sanctions, l'embargo et le blocage des avoirs bancaires étant maintenus. Les dirigeants iraniens ne pouvaient que refuser et

poursuivre le blocus du détroit d'Ormuz, l'une des seules armes efficaces dont ils disposent dans le combat inégal que leur imposent les États-Unis.

Que Trump choisisse de faire quelques concessions aux dirigeants iraniens pour obtenir une paix temporaire ou qu'il décide de reprendre la guerre, navale ou aérienne, son opération Furie épique a ajouté des souffrances à celles que ses précédentes ont provoquées depuis un siècle dans la région. Et elle a plongé un peu plus le monde dans la crise et la guerre.

Xavier Lachau



Bombardement sur le complexe gazier de South Pars.

Lisez Lutte de classe

Revue de l'Union communiste internationaliste (trotskyste)

Au sommaire du n° 255 (avril 2026)

- À bas la nouvelle guerre impérialiste !
- La France dans le Golfe
- Les municipales
- Les résultats de l'extrême gauche
- LFI ostracisée
- Bernard Arnault et LVMH
- L'internationalisme ouvrier

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



Madagascar : la jeunesse se remobilise

Six mois après avoir fait tomber le gouvernement, les jeunes de Madagascar sont de nouveau dans la rue. Ils se sentent trahis par le colonel qu'ils ont mis au pouvoir.

En septembre et octobre derniers, les étudiants malgaches s'étaient mobilisés pour faire tomber le gouvernement dirigé par Andry Rajoelina. Ils revendiquaient l'accès à l'eau, à la santé, à l'enseignement, à l'emploi tout en dénonçant l'enrichissement d'une poignée de politiciens et d'hommes d'affaires corrompus. Ceux qui s'appelèrent la Gen Z refusaient d'être laissés pour compte, réclamaient un avenir meilleur, la justice sociale et une véritable démocratie. La police et la gendarmerie firent 22 morts chez les

manifestants avant que l'armée, le colonel Michaël Randrianirina à sa tête, ne s'impose au pouvoir mi-octobre.

L'armée, comme il se doit dans ces coups d'État militaires, promit alors une transition démocratique rapide et des changements profonds.

Six mois plus tard, la jeunesse ne peut que faire le constat que ses revendications sont restées lettre morte. Aucune enquête n'a été ouverte sur les personnes soupçonnées d'être responsables des crimes commis durant la répression de septembre. Le nouveau budget



Manifestation de la Gen Z à Antananarivo, le 11 avril 2026.

alloue à la présidence et au gouvernement des sommes encore plus importantes que le régime précédent, tandis que les investissements directs dans les services essentiels – l'eau, l'électricité, l'éducation et la santé – restent marginaux. La junte a remanié tout l'exécutif et a promu près de 600 personnes issues de l'armée ou proches. Et la répression a repris, se traduisant par de nouvelles arrestations.

Des perquisitions et des

arrestations arbitraires ont eu lieu sous le prétexte de « menaces pour la sécurité nationale ». Le 10 avril, six jeunes, dont des dirigeants du mouvement d'octobre, ont été arrêtés et retenus pendant des heures. Les militaires voulaient leur faire avouer qu'ils avaient reçu de l'argent pour manifester. Et en réalité ils voulaient surtout faire peur. Puis, le 16 avril, Patrick Rakotomamonjy et une dizaine de personnes qui lui sont liées ont été arrêtés. Ce colonel, médecin militaire, un temps proche du nouveau pouvoir, en est devenu la bête noire après qu'il a diffusé des vidéos dans lesquelles il témoignait des faits de corruption au plus haut sommet de l'État.

Il était visé depuis début avril par un mandat d'arrêt, accusé par la justice d'avoir orchestré un projet d'assassinat du nouveau président Michaël Randrianirina.

Ce dernier manœuvre pour éliminer ses opposants potentiels. Il veut maintenir sa dictature sous les traits d'un gouvernement civil, si les élections promises ont réellement lieu. Face à ce pouvoir, la classe ouvrière malgache, surexploitée, et dans certaines provinces affamée, aurait toutes les raisons de se mobiliser.

Quant à la jeunesse flouée, aucun des problèmes pour lesquels elle s'est mobilisée n'est réglé. Elle n'a certainement pas dit son dernier mot.

Serge Benham

Bénin : présidentielle bien préparée

Dimanche 12 avril se tenait l'élection présidentielle au Bénin. Le moins qu'on puisse dire est que le suspense était inexistant.

Après dix ans de pouvoir, le président Patrice Talon, un des derniers qui soutient la France dans la région, a fini par céder la place à son poulain. Romuald Wadagni, ancien cadre d'un gros cabinet de conseil français et ancien ministre de l'Économie et des Finances du Bénin, a donc été déclaré vainqueur avec 94,27 % des voix. Pour obtenir ce score colonial, le régime n'a pas lésiné sur les moyens. Des candidats déclarés ont été emprisonnés ou exilés ; d'autres n'ont pas pu trouver les signatures

nécessaires pour se présenter, les députés et maires élus en janvier appartenant tous au camp présidentiel. Dans ces conditions, un seul candidat, Paul Houngbè, avait été autorisé à se présenter contre Wadagni. Encore s'agissait-il de jouer un « match amical », selon l'expression de nombreux Béninois.

Le jour du scrutin, les files d'attente devant les bureaux de vote n'étaient pas longues. Dans certains d'entre eux, l'urne était déjà remplie avant l'ouverture, à 7 heures, voire parfois dès 6 h 20.

Pourtant, même dans ces conditions, le désintérêt était tel que les notables ont dû aller chercher les électeurs pour les amener aux bureaux de vote. Confrontés à la crise économique et à la flambée des prix, les milieux populaires n'espéraient rien de ces élections, et les appels au boycott de cette mascarade s'étaient multipliés sur les réseaux sociaux. C'est pourquoi des observateurs ont mis sérieusement en doute le chiffre officiel d'une participation de 63 %.

Pour l'ancienne puissance coloniale, en revanche, cette élection d'un président dévoué est une bonne nouvelle. L'armée française, présente en continu dans le pays depuis l'indépendance, est d'ailleurs intervenue directement le 7 décembre dernier pour sauver le régime de Talon d'une tentative de coup d'État. Quelques semaines avant l'élection, le 19 mars, on a même vu à Cotonou le général Mandon, chef d'état-major des armées françaises, venu rencontrer ses homologues béninois et ivoirien. Après avoir dû quitter le Niger et le Burkina Faso voisins, l'impérialisme français s'accroche ainsi à l'un des derniers fidèles de son pré carré.

Michel Tinas



Réunion à Cotonou des chefs d'état-major, Mandon pour la France, Doumbia pour la Côte d'Ivoire, Gbaguidi pour le Bénin.

États-Unis : paradis fiscal et enfer social

Le 15 avril, aux États-Unis, marque chaque année le dernier jour pour déclarer ses revenus. L'« Américain moyen », donc salarié en général, paye 15 % d'impôt sur le revenu à l'État fédéral. Alors comment se fait-il qu'entre 2014 et 2018, les 25 Américains les plus riches n'aient payé en impôt que 3,4 % de leurs 401 milliards de dollars de revenus cumulés ?

Ces ultrariches ont en fait bénéficié d'une baisse du taux marginal, celui qui est appliqué aux tranches de revenus les plus extravagantes, passé de 91 % avant 1964 à 37 % depuis 2018. Mais ils rémunèrent aussi une armée d'avocats fiscalistes afin de payer un taux encore bien moindre : Jeff Bezos est imposé seulement à 0,98 % et Warren Buffet à 0,1 % !

Il n'est pas étonnant que l'État fédéral, qui taxe si peu les riches, soit en

déficit permanent. Trump en conclut qu'il faut s'abriter dans les dépenses sociales, et que l'État fédéral « ne peut pas s'occuper des crèches. Nous menons des guerres, on ne peut plus s'occuper des crèches. C'est à chaque État de le faire. Ils n'ont qu'à lever leurs propres impôts. »

Le milliardaire qui sert de président a enfoncé le clou : « Ce n'est plus possible de payer pour Medicaid et Medicare [programmes fédéraux d'aides aux pauvres et aux personnes âgées]. Nous ne pouvons plus nous occuper que d'une seule chose, la protection militaire du pays ».

On ne saurait expliquer plus directement que les guerres que mène l'impérialisme américain à travers la planète sont également dirigées contre les classes populaires des États-Unis.

Lucien Détrouit

Russie : l'économie de guerre et ses ravages

Ce ne sont plus des commentaires occidentaux « hostiles », mais Poutine lui-même qui l'affirme : le 15 avril, lors d'une réunion consacrée à l'économie, il a reconnu que le PIB (produit intérieur brut) de la Russie avait reculé de 2 % en deux mois, laissant entendre que la situation économique du pays devenait préoccupante.

Elle l'est assez pour que, dans un courrier rendu public, le PDG de la première compagnie pétrolière du pays, Rosneft, ait proposé au président russe de « secourir le monde des affaires en cette période difficile pour le pays ». Il a proposé le lancement d'obligations d'État pour financer le budget militaire. Certains de ses pairs ne se le sont pas fait dire deux fois : l'un d'eux a même versé aussitôt l'équivalent d'un milliard d'euros.

Le Kremlin a déjà forcé les oligarques et autres privilégiés du régime à reverser un peu de ce qu'ils pillent avec son aide dans le pays. Mais en ce moment, Poutine a grand besoin de donner l'impression à la population qu'elle n'est pas seule à faire les frais de son « opération militaire spéciale ». Car, outre qu'elle n'entrevoit pas de fin à une guerre qui réclame toujours plus de chair à canon,

la prolongation du conflit signifie une forte dégradation de l'économie, avec des conséquences encore plus désastreuses pour les classes populaires.

L'édition russe de *Forbes* en donne un indicateur. Pour la première fois depuis 25 ans, le nombre des commerces en Russie diminue. En un an, Moscou a perdu 4 500 magasins, Saint-Petersbourg 3 000 et ailleurs « la situation n'est pas meilleure. Cela va des épiceries de quartier aux supermarchés et des kiosques de fruits aux magasins de téléphonie ou de vêtements », précise le média russe en exil *Dojd'*. Les raisons ? La hausse de la TVA, celle des coûts de distribution et de production, sur fond de baisse du pouvoir d'achat et d'inflation élevée, surtout dans l'alimentaire.

Officiellement, l'inflation s'établit à 5,6 % : en fait elle est bien plus forte, le budget

militaire engloutissant la moitié des dépenses publiques. Les salaires, eux, ne suivent pas. S'ajoute à ces difficultés la plaie des salaires non versés dans les services, l'industrie civile et même dans certains établissements du complexe militaire.

Jusqu'en 2024, les entreprises, dopées par les commandes militaires, semblaient se jouer des sanctions occidentales. Elles faisaient face en obtenant facilement des prêts bancaires. Elles avaient l'appui du gouvernement qui a, par exemple, versé 252 milliards de dollars de soutien financier, en plus des 530 milliards alloués au complexe industriel de défense. Or, le pilier bancaire de ce dernier, PSB Bank, a, selon le *Moscow Times*, fini l'année 2025 dans le rouge malgré l'aide de l'État. Et toutes les autres banques ont enregistré des bilans en recul, voire des pertes,

même MKB, pourtant liée au pétrolier Rosneft. Et cela ne s'arrête pas là. Selon Rosstat, service des statistiques, 17 200 entreprises affichent des pertes importantes.

Le renchérissement du crédit dû à l'inflation – au moins 15 %, ce qui le rend inaccessible – multiplie les défauts de paiement des entreprises. Quant aux particuliers, le nombre de ceux qui ne parviennent plus à rembourser leurs dettes explose. Selon la Banque centrale de Russie, la somme des dettes personnelles impayées, dont un tiers de crédits à la consommation, a augmenté de 58 % depuis le début de la guerre. Et c'est une moyenne car, dans les régions les plus pauvres, la hausse atteint 429 % au Daghestan, 315 % en Ingouchie, 287 % en Tchétchénie...

Un secteur économique au moins semble prospérer : celui des agences de recouvrement de dettes.

Celles-ci fleurissent un peu partout, certaines affichant des revenus qui dépassent cent millions d'euros par an. Ce secteur se porte si bien que, en mars, à Moscou un forum « des professionnels du recouvrement et de la gestion des créances » a réuni 1 500 de ces vautours.

Inutile de dire que les surendettés, surtout dans les classes populaires des régions les plus déshéritées, n'ont aucun espoir de s'en sortir. Car, même si la loi russe prévoit que l'État efface les dettes de qui signe un contrat d'engagement militaire, le pauvre « volontaire » pour aller combattre en Ukraine troque un cauchemar contre un autre encore plus mortel. Faut-il s'étonner dans ces conditions que, début 2026, même les instituts de sondage autorisés par le régime notent une baisse inédite de la cote de popularité de Poutine ?

Pierre Laffitte



Cantine associative pour les personnes âgées de Saint-Petersbourg.

RADIO FRANCE SYLVAIN TRONCHET

Ukraine : le gouffre de l'endettement

Pillé sans retenue par les clans de sa bureaucratie depuis la fin de l'Union soviétique, il y a bien vingt ans que l'État ukrainien ne boucle plus ses fins de mois qu'avec des crédits des institutions financières internationales et des puissances occidentales.

Depuis quatre ans, l'endettement de l'État s'est envolé au rythme des fournitures d'armes américaines et européennes.

En ce mois d'avril, Kiev a ainsi obtenu la confirmation du versement des 90 milliards d'euros promis par l'Union européenne – la Hongrie ne s'y opposant plus depuis la défaite électorale d'Orban.

En même temps, les représentants des puissances impérialistes du G7 et du Club de Paris (les créanciers de l'Ukraine) ont signé un mémorandum concernant la dette internationale de Kiev.

Selon le ministre ukrainien des Finances, son pays a obtenu la suspension des remboursements de sa dette jusqu'en février 2030. C'est ce que prévoyait le Fonds monétaire international, grand ordonnateur de ce type d'opérations. Cette fois, il y mettait entre autres comme condition que l'État ukrainien augmente la TVA et l'impose notamment aux locations de logement. Autrement dit, tout en sachant que la dette, de guerre, mais pas seulement, de l'Ukraine est si immense qu'elle ne pourra jamais la rembourser, ses « amis » banquiers occidentaux et leurs États entendent

en reporter le plus possible la charge sur les classes populaires.

Bien sûr, cela pose quelques problèmes parlementaires au président ukrainien pour faire adopter de telles mesures, ou plutôt pour en faire endosser la

paternité à ses députés à la Rada, le Parlement. Mais le régime, et c'est aussi pour cela que ses parrains occidentaux le tiennent à bout de bras, trouvera bien un moyen pour satisfaire et la finance internationale et les oligarques locaux au

détriment des classes laborieuses d'Ukraine.

Preuve de sa bonne volonté en la matière, Zelenski a signé la loi n° 15110 qui prolonge le prélèvement dit exceptionnel de la taxe militaire pour une durée de trois ans après la fin de la guerre, alors même qu'on ne la voit pas venir. Autant dire que l'exceptionnel est appelé à durer. Et à durer longtemps, puisque le gouvernement vient de déclarer que la population ukrainienne est assez nombreuse pour « tenir encore dix ans » face à l'armée du Kremlin.

Précision qui éclaire les priorités du régime, cette taxe militaire, qui est de 5 % sur les salaires, n'est que de 1 % sur les revenus des personnes morales, entendre les entreprises.

P. L.



Soupe populaire à Lviv.

BOESELAGER PROJECT

Guyane : militaires jugés pour extorsion d'or

Huit militaires ou ex-militaires comparaissent le 30 mars devant le tribunal judiciaire de Cayenne pour « violation de consigne » et, pour une partie d'entre eux, pour « extorsion par violence » et/ou « vol en réunion ».

Les faits remontent aux 3 et 4 octobre 2024, dans un secteur d'orpaillage illégal situé à Saint-Laurent-du-Maroni. Du point de vue des autorités, le problème est que, comme tout trafic, celui de l'or échappe au processus commercial normal et en particulier à l'impôt. Les capitalistes du secteur, eux, s'en accommodent, car au final, pas moins de 6 tonnes par an, extraites

illégalement, finissent quand même dans les circuits légaux de l'or, où l'on trouve aussi une tonne par an extraite légalement en Guyane.

Le vrai fléau pour la population est la pollution au mercure due à cette activité. Il est à noter que l'utilisation du mercure n'est interdite dans l'orpaillage en Guyane française que depuis 2004. Les mines légales

ont donc largement contribué à la pollution. Les populations amérindiennes sont directement et gravement touchées, mais les garimpeiros eux-mêmes, les chercheurs d'or illégaux, le sont également. Les enfants amérindiens qui ont pour habitude de se baigner dans les fleuves sont tous contaminés, la pollution provoquant des dysfonctionnements neurologiques. Certains poissons des fleuves sont aussi une source importante de contamination lorsqu'ils sont consommés, provoquant des malformations des fœtus et générant pour

tout être humain des maladies cardiaques ou autres.

Selon les autorités françaises, on compterait 600 sites illégaux dans la forêt amazonienne de la Guyane française. La plupart des 8 000 travailleurs de ces mines sont brésiliens et certains surinamais. Ces garimpeiros travaillent dans des conditions épouvantables, parfois soumis à du travail forcé – quasi-esclaves – sous la direction de gangs ou de mafias.

Les autorités françaises mènent la chasse à cette activité avec des moyens militaires : la Légion étrangère et la gendarmerie, dans le cadre de la mission Harpie. Des commandos emportés par hélicoptères débarquent sur un site et le détruisent. Pompes, groupes électrogènes, réserves de gazole, tout est incendié ou détruit à l'explosif, y compris les abris et les effets personnels des orpailleurs. L'objectif affiché est de tenter de les dissuader de poursuivre cette activité en la rendant plus coûteuse. Cette action militaire est toujours violente et choquante. La cuisinière et un orpailleur d'un site illégal ont donc porté plainte à la gendarmerie de Saint-Laurent-du-Maroni. Six militaires seraient arrivés, le matin du 3 octobre

2024, sur leur base fouillant les abris et menaçant de tout brûler si on ne leur remettait pas 50 grammes d'or... Ils auraient aussi demandé à la cuisinière de se déshabiller pour voir si elle ne cachait pas de l'or sur elle, repartant avec 30 grammes d'or. Le lendemain, d'autres soldats de la même patrouille, s'étant semble-t-il passé le mot, seraient revenus pour cette fois-ci dérober 13 grammes d'or.

La majorité des militaires prévenus ont clamé leur innocence. L'un reconnaissant tout au plus avoir reçu un peu d'or qu'il aurait « gardé comme souvenir »... Par ailleurs, un ex-caporal-chef a rapporté la fréquence de ce type de pratiques lors des missions de lutte contre l'orpaillage illégal. Il a dit avoir pris sur le site le 3 octobre « une lampe carrée et une tondeuse », ajoutant : « Ça a toujours été comme ça. [...] Pour ma première mission en forêt, j'ai été choqué : je voyais qu'ils prenaient tout... Tout le monde le fait, à un moment donné on ne réfléchit plus. [...] Je pense que la plupart des chefs sont au courant, mais ils ferment les yeux », a-t-il conclu. Alors puisqu'il le dit, on ne peut que le croire...

Jacques Lequai



Militaires sur un site d'orpaillage en Guyane.

Bombes non explosées : planète ou champ de mines ?

Une bombe datant de la Seconde Guerre mondiale a été découverte lors d'un chantier dans la ville de Colombes, en région parisienne.

Après avoir fait évacuer 15 000 résidents des immeubles proches, les démineurs n'ont eu d'autre choix que de l'enterrer avant de la faire exploser. « À 10 cm près, un immeuble aurait pu être construit sur la bombe », a commenté l'un d'entre eux.

Plus de 80 ans après la fin des combats, la découverte d'engins explosifs datant de la dernière guerre mondiale, et même de la précédente, est relativement fréquente en France. Mais ce n'est rien comparé au nombre de bombes ou grenades invisibles, qu'elles soient enfouies sous la terre, recouvertes de végétation ou éparpillées dans les champs, les lieux publics, voire sous des habitations. Un rapport

du Sénat datant de quelques dizaines d'années explique qu'un quart de milliard d'obus tirés pendant la Première Guerre mondiale et un dixième de ceux tirés pendant la Seconde n'auraient pas explosé. La situation est pire encore en Allemagne, qui a subi des bombardements bien plus intenses et dont le sol est truffé de bombes, que l'on découvre là aussi régulièrement sur des chantiers de construction.

Si l'Europe a connu une paix relative depuis 1945, cela ne signifie pas que les bombardements aient cessé. Même sur ce continent, les bombes sont présentes dans un certain nombre de pays, comme dans l'ex-Yougoslavie. Dans l'Ukraine actuelle,

18 % de la campagne agricole serait minée, donc impropre à toute culture. Là aussi, le danger est partout, notamment pour les enfants.

Dans les pays colonisés, des millions d'obus, de grenades et de bombes ont été largués sur les populations, et la France n'était pas la dernière à y contribuer. Ainsi, en Algérie, 11 millions de grenades ont été enterrées le long de la frontière avec la Tunisie entre 1956 et 1959, causant la mort de 30 000 personnes et en blessant 80 000 autres. Elles n'ont pas toutes été désamorçées, bien que plusieurs campagnes aient été lancées dans ce but. Au Vietnam, cinquante ans après la fin de la guerre menée par les États-Unis, il resterait un tiers des bombes non déminées sur les quelque 800 000 qui ont

été larguées, y compris sur le Laos et le Cambodge voisins dans le but de bloquer le passage de combattants vietcongs depuis ou vers le nord. Et ce ne sont que quelques exemples.

C'est maintenant le Moyen-Orient qui subit des bombardements massifs d'engins explosifs. Cela a été le cas avec les guerres menées par l'URSS en Afghanistan ou par les

États-Unis en Irak. Les bombardements se sont encore intensifiés quand ils ont visé l'ensemble du Moyen-Orient, Gaza, puis le Liban et l'Iran de la part des États-Unis et d'Israël. À ce rythme, la planète ressemblera de plus en plus à un champ de mines où chaque pas risquera d'être le dernier pour qui s'y aventurera.

Marianne Lamiral



Opération de déminage à Colombes.

Stellantis – Poissy : la direction signe la fermeture de l'usine

Jeudi 16 avril, Stellantis a annoncé l'arrêt de la fabrication de voitures dans son usine de Poissy, proche de Paris. Pour l'écrasante majorité des travailleurs, cela veut dire à terme la fermeture.

Cette annonce n'a pas surpris grand monde dans les ateliers : depuis juin 2024, les militants de SUD avaient dénoncé le projet de la direction et avaient cherché à réunir les travailleurs pour les préparer à riposter. Pendant ces deux ans, la direction a menti effrontément, expliquant qu'il n'était pas question de fermer. Elle a même promis qu'il pourrait y avoir une nouvelle voiture après l'Opel Mokka produite actuellement, si les ouvriers travaillaient plus et mieux et que l'activité pouvait encore durer vingt ans, trente ans...

La direction est donc maintenant obligée de reconnaître qu'il n'y aura plus de voiture produite à Poissy. Mais elle continue de mentir en prétendant que l'arrêt de la fabrication de voitures ne signifiera pas la fermeture de l'usine. Le 16 avril, le directeur a même osé déclarer à la presse que ses annonces étaient « une très bonne nouvelle pour les salariés ». Il affirme que 100 millions d'euros vont être consacrés pour créer de « nouvelles activités industrielles », dont il dresse une liste à la Prévert, tout en refusant évidemment de donner le détail des emplois correspondants. Il

suffit de savoir que le patron donne en exemple la création d'un atelier... de fabrication par imprimantes 3D pour comprendre que ces projets sont plus illusoire les uns que les autres.

Quant à la promesse la plus concrète, elle est révoltante, consistant à transférer une ligne d'assemblage de moteurs du site de Vesoul vers Poissy... ce qui se traduirait par la suppression de 190 emplois à Vesoul !

Dans leur immense majorité, les travailleurs de Poissy voient que tout cela est de la poudre aux yeux, d'autant plus que les négociations continuent pour vendre les terrains de l'usine Stellantis au Qatar en vue d'y construire le

futur stade de son club, le Paris-Saint-Germain. Ils en sont d'autant plus convaincus qu'un long travail de discussion a été mené depuis deux ans par les militants les plus combattifs, accompagné d'actions collectives menées dans l'usine pour exiger des garanties. Stellantis prépare une véritable saignée de l'emploi à l'usine Stellantis elle-même, dont les 2 000 travailleurs embauchés sont menacés, mais aussi chez les milliers de travailleurs des équipementiers qui fournissent les pièces, comme Forvia à Méru dans l'Oise, Lear à Herblay dans le Val-d'Oise, ou MC Synchro à Chanteloup-les-Vignes, près de Poissy.

Une minorité est bien consciente que la direction a déclaré la guerre à l'ensemble des travailleurs et qu'il ne faut plus perdre de temps pour se mobiliser. Car il faut imposer à tous ces patrons et aux pouvoirs publics les garanties nécessaires pour qu'aucun d'entre eux ne se retrouve à la rue et sans salaire avec la fin de la fabrication de voitures.

Une manifestation était organisée le jeudi 23 avril à Poissy, avec un appel à la grève. Elle représente une nouvelle occasion pour les travailleurs de dénoncer le projet de fermeture de l'usine et de se faire entendre.

Correspondant LO



Le 2 octobre 2025, à Paris.

Stellantis – Vesoul : maintien de tous les emplois !

Il n'aura pas fallu attendre longtemps après les élections professionnelles pour que la direction de Stellantis à Vesoul, en Haute-Saône, annonce la suppression de l'assemblage moteurs du site.

Cela entraîne la suppression de 190 postes, dont 60 CDI et 130 intérimaires. Elle veut taper fort et vite en provoquant la fin totale de l'activité le 19 juin.

La direction se justifie en expliquant que l'assemblage des moteurs ne faisait pas partie des activités du site et que cette activité n'est arrivée à Vesoul que par « opportunité », suite à la fermeture du site de Hérimoncourt en 2020. À l'époque elle expliquait que l'accord de compétitivité, qui mettait fin aux 35 heures, intitulé

« Assurons l'avenir de Vesoul », allait protéger le site contre les externalisations. Et aujourd'hui l'opération annoncée se ferait en solidarité pour sauver l'usine de Poissy ? Qui peut encore la croire ?

Les syndicats, qui ont la faveur de la direction et qui ont signé l'accord sur la fin des 35 heures, étaient au courant avant les élections, mais se sont bien gardés d'en parler. Le 13 avril, dès l'annonce d'une réunion extraordinaire du CSE pour « redéploiement de l'activité

moteurs » prévue le 16, la CGT a appelé à des réunions contre la menace de suppressions d'emplois.

Aujourd'hui, la direction dit vouloir reclasser les 60 travailleurs en CDI sur le site s'ils le désirent, avec une seule proposition de poste ! Quand on voit que les couturières ne sont pas toutes remplacées, ça promet. Quant aux intérimaires, ils n'ont guère d'illusions sur les promesses de la direction de les accompagner pour trouver du travail. Il y a eu une centaine de licenciements d'intérimaires ces dernières semaines, et cela continue.

De la part de la direction,



En février 2023, débrayage d'intérimaires.

prétendre que son premier souci est le maintien de l'emploi est une mauvaise plaisanterie. De plus le nombre d'emplois dédiés à Poissy serait de 120, pour une disparition de 190 emplois à Vesoul. L'exemple de la fermeture de l'usine de Douvrin qui fabriquait des moteurs pour surcharger celle de Trémery rappelle comment raisonne le

groupe Stellantis. L'idée que tous les travailleurs subissent les conséquences des décisions du groupe, quels que soient le site ou l'atelier, commence à circuler. Après le choc de l'annonce, ressentie comme une véritable catastrophe à Vesoul, la CGT appelait à la grève le 23 avril et à des réunions.

Correspondant LO

Centre hospitalier de Dunkerque : un coup de force

Le Tep-scan de l'hôpital de Dunkerque est une machine très performante pour la recherche de pathologies cancéreuses, cardiologiques, neurologiques.

Il est en service depuis 2017 grâce à douze ans d'acharnement de la part des victimes de l'amiante pour l'obtenir. Il a été payé, non par l'hôpital, mais par le groupement

d'intérêt économique auquel participaient les médecins nucléaires qui y exerçaient.

Et voilà que, au début de l'année, ceux-ci ont appris, sans négociation

aucune, que son utilisation serait dorénavant exercée par Radiopole Artois. Le Tep-scan a donc été fermé vendredi 10 avril et rouvert lundi 20 avec d'autres

médecins. Tout cela pue le coup de force contre les médecins créateurs qui ne pratiquaient pas les dépassements d'honoraires !

Correspondant LO

Samsic Shuttle – Roissy : grève à l'aéroport

Les salariés de Samsic Shuttle One Roissy, un sous-traitant d'ADP qui transporte entre autres les équipages des pistes aux terminaux de l'aéroport, sont en grève depuis le 7 avril.

Les raisons du mécontentement ne manquent pas : les salaires insuffisants, mais aussi les conditions de travail.

Malgré la hausse du prix du gazole, la prime transport est restée à 12 centimes du km depuis des années alors que beaucoup de salariés viennent de loin, obligés de prendre leur véhicule vu les horaires. Les grévistes le disent : « À moins de 2 000 euros, on vit à découvert. » De nouveaux horaires ont augmenté les temps de coupure, faisant revenir des équipes pour quelques heures et aboutissant à une baisse des rémunérations.

Ainsi, certains peuvent travailler 9 heures un jour, 5 heures le lendemain. Mais si un avion arrive tard, il faut rester 4 heures de plus !

La direction de Samsic a essayé, comme d'habitude sur la zone, de contourner la grève en faisant appel à des intérimaires ou à un autre sous-traitant, Transdev. Les grévistes ne se sont pas laissés faire et ont bloqué les transports, avançant des raisons de sécurité. Il faut dire que, sur la piste, les véhicules, même les bus, n'ont pas d'obligation d'entretien. Les plaques d'immatriculation ayant été retirées, ils sont considérés

comme des « engins », non contraints de passer aux mines ou de subir les contrôles techniques. Et ces bus sont en très mauvais état, des sièges cassés aux pneus sous-gonflés ou aux défauts de freinage.

La direction vient de payer l'intéressement, révélant par là même l'ampleur des bénéfices, puisque cette prime leur est liée. L'argent ne manque donc pas à Samsic Shuttle, sans parler de ceux qui s'enrichissent le plus en profitant de ce système de sous-traitance généralisée : ADP et les compagnies.

Malgré les pressions, les salariés tiennent bon et, lundi 20 avril, ils entamaient leur troisième semaine de grève.

Correspondant LO

Ateliers TGV – Paris Sud-Est : une riposte à grande vitesse !

Mercredi 15 avril, au Technicentre Sud-Est européen, qui regroupe les ateliers de maintenance de Villeneuve-Saint-Georges et Paris-Conflans, à côté de la gare de Paris-Lyon, la direction informait les cheminots d'un nouveau projet de roulement : une semaine de journée et trois semaines de nuit, avec en prime des week-ends travaillés de nuit.

La direction espérait généraliser un roulement, infernal pour la santé et la vie sociale, initialement prévu pour les travailleurs de la maintenance des futures rames TGV (TGV M). Mais, cette fois, les choses ne se sont pas passées comme elle l'avait prévu. Dès son annonce, les différents groupes WhatsApp ont crépité. La nuit même du 15 avril, les vacances du site de

Paris-Conflans ont voté un débrayage. Rassemblés à 80, les travailleurs ont exprimé au représentant de la direction leur refus de ce roulement. Le lendemain matin, les cheminots débrayaient de nouveau sur le site de Paris et dans l'atelier de maintenance de Villeneuve-Saint-Georges à 140. À Conflans, des cheminots ont pris à partie un cadre, lui demandant s'il accepterait de faire

un tel roulement, à quoi il a répondu : « Non ».

Face à ce refus unanime, jeudi 16 avril en fin de matinée, la direction remballait son projet et s'engageait à maintenir les roulements actuels. Puis, lors de la fusion des deux sites prévue d'ici deux ans, l'affectation devrait se faire en tenant compte « autant que possible » du souhait des agents. Enfin, la direction renonçait à toute retenue salariale pour les débrayages.

Les cheminots sont satisfaits de l'avoir fait reculer mais ils restent vigilants car, comme disait un expert : « Les promesses n'engagent que ceux qui y croient »...

Correspondant LO



Assemblée générale, le 21 avril.

Aides familiales Somme : assez des salaires de misère !



Auxiliaires de vie devant Valloires Domicile, le 15 avril 2026.

Mercredi 14 avril, les aides familiales employées par Valloires Domicile, dans la Somme, étaient en grève. Entre les horaires, les salaires et l'aide au carburant dérisoire qu'elles perçoivent, les raisons s'accumulent pour faire monter la colère.

Valloires Domicile, association financée par le conseil départemental, intervient auprès de personnes âgées ou malades. Les 80 aides, indispensables au maintien à domicile de ces personnes, font des kilomètres dans les villages autour de Crécy-en-Ponthieu dans leur véhicule personnel. L'explosion des prix du carburant rend cela de plus en plus dur. Tous les contrats sont à temps partiel, mais l'amplitude des horaires de travail fait que la journée peut commencer à 7 heures pour se terminer à 21 heures, avec de nombreuses coupures. Le tout pour des salaires qui ne dépassent pas les 1 100 euros.

Depuis des années, l'indemnisation est bloquée à 0,38 euro du kilomètre et à une somme bien insuffisante pour remplir le réservoir. D'autant que les trajets sont calculés au plus juste, du panneau de sortie d'une commune au panneau d'entrée dans l'autre, et tant pis pour celle qui doit se rendre dans un domicile à plusieurs kilomètres de là !

Par ailleurs, la direction, qui se donne beaucoup de mal pour payer le moins possible, imagine des plannings qui permettent de réduire encore une indemnisation déjà dérisoire. Lors du rassemblement, une travailleuse en a témoigné : « Les prix de l'essence augmentent, mais pas nos indemnités kilométriques ni nos salaires. Lundi, j'ai

parcouru 54 kilomètres et seuls dix vont m'être payés ! »

À une vingtaine avec leurs soutiens, les grévistes se sont rassemblés pour réclamer l'augmentation des salaires et de l'indemnisation kilométrique ainsi qu'une organisation des horaires en deux équipes, 7 h-14 h et 14 h-21 h. La direction profite en effet des journées à rallonge imposées aujourd'hui pour rajouter des interventions au dernier moment, menaçant les employées de sanction disciplinaire si elles les refusent. La directrice a eu le culot de se justifier en disant que, si les travailleuses avaient un rendez-vous médical et présentaient un justificatif, on ne leur donnait pas d'intervention supplémentaire. Voilà ce qu'il en est de la « liberté » de ces travailleuses durant leurs temps de coupure !

Le président de l'association a fait étalage de son incompétence, se renseignant auprès des travailleuses pour connaître la différence entre le mode prestataire, où l'on est employé de la structure, et le mode mandataire, où elle n'est qu'un intermédiaire. Quant à la directrice, elle a affirmé être « à l'écoute » des salariées. Cette écoute ne remplira pas les réservoirs des salariées et elles réclament un conseil d'administration extraordinaire pour discuter sérieusement de leurs revendications.

Correspondant LO

La Poste – Paris Brune : le mensonge de trop de la direction

Sous prétexte de baisse du trafic, La Poste supprime en permanence des milliers d'emplois, aggravant de fait le travail des postiers.

Comme si cela ne suffisait pas, La Poste contribue elle-même à désorganiser la distribution quotidienne du courrier par le passage alterné, un jour sur deux, du facteur chez les usagers, ce qu'elle appelle la « tournée pilotée ».

Chaque année La Poste augmente aussi ses tarifs bien au-delà de l'inflation, (+ 9,35 % rien que pour le timbre vert en 2026).

Avec ses attaques permanentes contre les conditions de travail, vécues comme un rouleau compresseur par le personnel, la direction de La Poste veut faire croire que celles-ci sont une fatalité. Mais ses coups répétés

suscitent aussi parfois des réactions. À Paris, après la grève de plusieurs jours des facteurs de Paris 15 pendant la campagne municipale ou le débrayage de ceux de Paris 20 contre une réorganisation annoncée, c'est à Paris Brune que le mécontentement s'est exprimé.

Lundi 13 avril, dans ce centre qui regroupe plusieurs centaines de postiers de trois arrondissements parisiens, les 5^e, 13^e et 14^e, plus d'une cinquantaine d'entre eux ont cessé le travail et se sont rassemblés pour dénoncer les mensonges de la direction. La dernière réorganisation, en octobre 2025, a supprimé

une vingtaine d'emplois. Pour faire passer la pilule, la direction avait maintenu six postes dits « d'ajustement » parmi la quarantaine d'agents chargés de préparer les tournées dans les îlots des quartiers Denfert-Rochereau, Panthéon, Mouffetard, Tolbiac, Glacière et Jeanne-d'Arc. Promis, juré, la direction s'était alors engagée à maintenir ces positions de travail jusqu'en octobre 2026. Mais, marchant sur ses propres engagements, le directeur a annoncé qu'il avançait au mois de mai les suppressions d'emplois prévues. Cette annonce a révolté les six agents concernés, qui comptaient sur ces quelques mois de répit, mais aussi les autres. Aussi, quand les syndicats ont appelé à un



rassemblement pour interpeller la direction, le débrayage a immédiatement été massif.

Le directeur, qui avait brandi dans un premier temps comme une menace l'interdiction des prises de parole, face à la mobilisation, a dû se résigner à écouter, non seulement les interventions syndicales, mais aussi celles des travailleurs en colère lui reprochant ses mensonges. Puis, ayant voulu justifier l'avancement des suppressions d'emplois par l'accélération de la baisse du trafic, il s'est entendu rappeler l'oubli

dans ses calculs des montages de plis électoraux qui avaient dû être écoulés dans les pires conditions à cause du manque de bras.

Suite à ce débrayage, la direction a repoussé la mesure en juin plutôt qu'en mai et a assuré que tous les agents seraient maintenus dans le service. Il n'est pas sûr que cela suffise aux postiers de Brune, qui en ont assez de ses mensonges et des suppressions d'emplois intervenant tous les deux ans, tous les ans et maintenant tous les six mois.

Correspondant LO

CGI – Bordeaux : mobilisation pour les salaires

Plusieurs dizaines de salariés de CGI Bordeaux, propriété de la famille milliardaire canadienne Godin, se sont rassemblés mercredi 22 et jeudi 23 avril pour discuter des salaires.

Société de prestation informatique, CGI exploite plus de 90 000 salariés dans le monde et un peu plus de 1 000 à Bordeaux. Ceux-ci travaillent pour de grands comptes comme la Société générale, la BNP, Generali, EDF ou encore LVMH.

Année après année, les résultats de CGI ont permis à la famille Godin, de devenir la 7^e fortune du Canada. Elle y est parvenue en pressurant toujours plus ses salariés et en rachetant des sociétés concurrentes.

Dernièrement, CGI a acquis Apside, qui employait plus de 2 000 salariés sur toute la France. Une fois chez CGI, ceux-ci ont été mis sous pression, incités à signer des avenants au contrat de travail pouvant entraîner la perte de plusieurs centaines d'euros par an, ou à accepter des missions sur des sites éloignés de chez eux...

Des centaines de ces salariés auraient déjà craqué et quitté l'entreprise. La pression qu'ils rencontrent est celle que subissent tous les

salariés de CGI, qui voient leur rémunération baisser tous les ans. Une prime « maison » avait déjà disparu il y a quelques années pour la grande majorité des salariés. Là, c'est la prime de participation qui a fondu de près de 700 euros en moyenne. Comme les augmentations sont proches de zéro, autant dire que le pouvoir d'achat a encore baissé. Et cela, c'était en début d'année, avant la guerre en Iran, le blocage du détroit d'Ormuz et l'explosion des prix du carburant.

Aujourd'hui, avec des paies souvent comprises entre 1 700 et 2 000 euros, bon nombre de salariés se retrouvent régulièrement à découvert. Les discussions se multiplient : entre ceux qui pensent qu'il faudrait faire plus de télétravail, d'autres qu'il faudrait augmenter les tickets-restaurant, et aussi beaucoup qui voudraient que les salaires augmentent. Les salariés en ont de plus en plus assez de se serrer la ceinture alors que l'entreprise engrange des centaines de millions de bénéfices tous les ans !

Correspondant LO



Accidents du travail : les jeunes en première ligne

La même semaine deux jeunes travailleurs sont morts sur leur lieu de travail.

Le 17 avril, un lycéen de quinze ans, en stage dans une entreprise du BTP dans le Gard, a été écrasé sur son chantier par un chariot élévateur. Dans la nuit du 17 au 18 avril, un intérimaire de 22 ans travaillant de nuit dans l'usine Lustucru de Saint-Genis-Laval, est tombé dans un hachoir et a été retrouvé mort vers 23 heures.

Quels que soient les résultats des enquêtes menées sur ces deux accidents, ces deux morts atroces, insupportables pour leurs proches, s'ajoutent à une liste trop longue.

Les accidents du travail touchent, selon l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS), 2,5 fois plus les jeunes de moins de 25 ans. Dans le journal de la CGT, *La Vie ouvrière*, des responsables syndicaux rappellent que l'accompagnement des apprentis en formation et des intérimaires par un

travailleur expérimenté est de plus en plus négligé par des patrons qui poussent à la rentabilité : à l'usine Lustucru, le syndicat avait alerté sur des dysfonctionnements et des problèmes de sécurité.

Augmentation des cadences, hausse de l'intérim et des contrats CDD, conditions de travail dégradées, sous-traitance : la pression au travail pousse à prendre des risques. Les patrons sont bien secondés par le gouvernement : ce dernier diminue régulièrement le nombre d'inspecteurs du travail qui sont censés se charger chacun du sort de 12 000 salariés ! Les comités hygiène et sécurité ont été supprimés en 2020. Et, dans l'Union européenne, la France continue à battre des records pour l'insécurité au travail.

Tout est fait pour que le travail continue à tuer tous les jours.

Sylvie Maréchal

Lidl : moins d'emplois pour plus de profits

L'enseigne de hard discount Lidl a annoncé 550 suppressions d'emplois, soit 1,2% des 46 000 travailleurs du groupe en France.

Après avoir dévoilé son projet le 9 avril, Lidl a envoyé une note de deux pages aux salariés. Le ton est donné dès la première phrase : Lidl veut « rester toujours plus compétitive et performante ». En clair, il s'agit de rogner sur les emplois et les conditions de travail pour engranger toujours plus de bénéfices. Il y a quelques mois, l'enseigne annonçait ses objectifs : viser 10% de parts du marché de la grande distribution en France (contre 8% en 2025) grâce à 2 000 enseignes (contre 1 627 fin août 2025) d'ici 2030, notamment via le rachat de magasins concurrents.

Une page entière de la lettre est consacrée à ce que les travailleurs du groupe sont censés répondre à d'éventuels clients inquiets : aucun magasin Lidl ne sera fermé. Les 550 suppressions d'emploi viseraient uniquement la gestion des commandes, donc la chaîne d'approvisionnement, les services du personnel (RH), et le « merchandising », c'est-à-dire le service dédié au placement des produits et promotions en magasin.

Bien des travailleurs de Lidl savent qu'une partie des tâches réalisées par ces services leur retomberont dessus après le licenciement des salariés qui les assuraient



Grève au Lidl de la zone commerciale de Beaulieu, à Puilboreau, en Charente-Maritime, en février 2025.

jusqu'ici. Et ils savent aussi que les promesses de la direction ne valent rien. Après s'être attaquée aux travailleurs des services indirects, les employés libre-service ou les caristes s'attendent à être dans le viseur de cette politique qui veut « gagner en simplicité ».

D'ailleurs, les rumeurs reviennent déjà concernant la généralisation de l'ouverture des magasins Lidl

le dimanche. Il y a un an, les travailleurs s'étaient mis en grève contre une première tentative de faire passer ce projet. Jusque-là, la direction promettait qu'elle ne s'appuierait que sur des travailleurs « volontaires » pour ouvrir certains de ses magasins le dimanche matin. Alors, la promesse faite dans la lettre, selon laquelle les 550 suppressions d'emplois

s'appuieront sur le « volontariat », les travailleurs savent à quel point elle est mensongère !

En 2024, Schwarz (la maison mère de Lidl) déclarait un chiffre d'affaires de 175 milliards d'euros (+ 4,9%) dans 32 pays. Ces profits ont été faits avec la sueur des travailleurs... y compris ceux qu'elle licencie aujourd'hui.

Marlène Stanis

Le Havre – Synthomer : une lutte pour les embauches

Le groupe britannique Synthomer est une usine de chimie spécialisée ayant appartenu à Goodyear. Depuis plusieurs années, les repreneurs se succèdent, partageant tous la même volonté d'en dégager le maximum de profit.

À la fin des années 1990, l'usine comptait près de 300 salariés en CDI, ils ne sont plus que 170. Quant aux augmentations

de salaires annoncées le 17 mars lors des négociations annuelles obligatoires (NAO), elles étaient déjà loin de satisfaire les

travailleurs avec seulement 1,3% en moyenne. Plus encore, c'est la suppression de cinq postes CDI, suite au gel des embauches décrété et annoncé par la direction, qui a mis de l'huile sur le feu.

Aussi, le 10 avril, à 4 heures du matin, la grève a démarré dans les ate-

liers. Elle a été reconduite jusqu'au jeudi 16 avril, avec 100% de grévistes parmi les travailleurs et les travailleuses employés en quart 5x8, autrement dit en équipes successives alternantes. Ils revendiquaient des embauches et ont contraint la direction à revoir ses plans.

Au final, les grévistes ont obtenu la création de cinq CDD et un minimum de 50 euros sur leur salaire de base. C'est bien par la lutte que les travailleurs peuvent faire reculer les patrons, y compris pour des embauches.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :
Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org



Samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 mai à Presles

Notre fête sera une occasion de détente mais aussi un lieu de débats et de rencontres fraternelles pour ceux qui veulent changer le monde. Les expériences vécues dans divers secteurs, entreprises, régions et pays pourront s'y confronter, sous des banderoles où le vieux mot d'ordre « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » se décline dans toutes les langues.



Débats avec des auteurs et des militants

Au Chapiteau Karl-Marx:

Jean-Jacques Marie: *Les mutins du goulag et du quotidien* • **Alain Faure:** *Les souvenirs de Léontine Oudot* • **Amina Hassani:** *La justice du capital, quand les multinationales (dé)font la loi* • **Marc Bélissa:** *La Révolution française et les colonies* • **Marine Duros:** *Immobilier hors sol, comment la finance s'empare de nos villes* • **Renaud Piarroux:** *Sapiens et les microbes* • **Alain Ruscio:** *La première guerre d'Algérie* • **Anne Steiner:** *Le temps des révoltes* • **Pierre Mattei:** *La question ukrainienne et Christian Rakovski* • **Pierre Chaze:** *J'ai allumé le feu* • **Fanny Bugnon:** *L'élection*

interdite • **Benoit Trépiéd:** *Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie* • **Juliette Sabbah et Emmanuel Blanchard,** sur le livre de Michèle Audin: *Berbessa, mes ancêtres colons* • **Anne Deffarges:** *Allemagne 1918-1923, leçons d'une révolution fusillée* • **Jean-Yves Mollier:** *Panama, un canal pour mémoire* • **Colette Zytniki:** *Le cas Bugeaud, les violences de la conquête coloniale en Algérie* • **Louise Tassin:** *Comme on les enferme: dans les centres de rétention ww de Paris à Lampedusa* • **Marie-Laure Dufresne-Castets et Pascal Moussy:** de la dénonciation des discriminations dans l'entreprise à la protestation contre la guerre

Au chapiteau Friedrich-Engels: nombreuses conférences sur des sujets politiques et sociaux; débats sur les films et documentaires projetés aux cinémas.

À l'espace Rosa-Luxemburg: conférences-débats présentées par des militants de Lutte ouvrière et de l'Union communiste internationaliste.

Du cinéma pendant trois jours



Deux salles de cinéma projeteront en continu des films et documentaires récents. Parmi eux: **Deux procureurs**, de Sergei Loznitsa • **Les Musiciens**, de Grégory Magne • **Left-Handed Girl**, de Shih-Ching Tsou • **Ma frère**, de Lise Akoka et Romane Gueret • **7 jours**, de Ali Samadi Ahadi • **Bons Baisers des grèves**, de Philippe Baron • **Soundtrack to a coup d'État**, de Johan Grimont • **Des Trotskyistes à l'usine: le groupe Lutte ouvrière de la Snecma Gennevilliers (1971/2019)** (Lutte Ouvrière).

En pratique

La carte d'entrée, valable pour les trois jours, est à 15 euros jusqu'au 10 mai inclus, puis à 25 euros. La carte est éligible au Pass culture et l'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

La carte d'entrée peut

être achetée sur notre site ou auprès des militants, ainsi que les bons qui permettent une réduction de 20 % sur les dépenses à la Fête (payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros sur place).



Pour venir:

- **En train:** ligne H. La gare de Presles-Courcelles est à 900 m de la fête. Des minibus font la navette entre la gare et l'entrée de la Fête (priorité aux personnes à mobilité réduite).
- **En voiture:** parking limité, mieux vaut privilégier le covoiturage.
- **À vélo:** parking dédié.

Au Grand Podium

Les meetings

Samedi à 17 heures, avec **Nathalie Arthaud** et **Jean-Pierre Mercier**

Dimanche et lundi à 15 heures, avec **Nathalie Arthaud**

Les spectacles

- **Matthieu Boré trio** (*Rhythm and blues from New Orleans*) • **Féloche en solo** (*Chansons*) • **FRS Taga** (*Rap*)
- **Que Tengo** (*Musiques afro-latines et urbaines*)
- **Marcia** (*Chanteuse autrice-compositrice*)
- **Sidi Wacho** (*Cumbia et hip-hop à la sauce orientale*)
- **Le Mange Bal** (*Bal électro-folk*) • **Zarhza** (*Chanson urbaine aux accents balkaniques et latinos*) • **À contre-courant**, par *La Compagnie Jolie Môme* (*Chansons de lutte*) • **The Moonlight Swampers** (*Reprises rock*)



Féloche en solo.

Au Théâtre de Verdure

- **Jean-Marc raconte Gaston Couté** • **B12 Bigband** (*Big band festif*) • **Les Mad Liners** (*Soul*) • **Mira Ló** (*DJ*)
- **The left-wing lunatics jazz Union** (*Jazz*) • **Solemnis** (*Quartet vocal déjanté*) • **Muse rouge, chroniques racontées: une plongée dans le monde ouvrier des années 1920** (*Spectacle*) • **Sparklingsons** (*Reprises rock*)
- **Samskara** (*Reggae*) • **Soirée LOKtro** (*Dance music électro*) • **À la ligne**, avec Grégoire Bourbier, d'après le récit de Joseph Ponthus sur sa vie d'ouvrier précaire (*Théâtre*) • **Levántate, soulève-toi!** (*Théâtre musical*)

Les expositions

De nombreuses expositions sur des sujets historiques et politiques. Cette année, sous un chapiteau: « *Grèves ouvrières 1906-1911 en cartes postales* ».



Pontoise, A. Seyer, Imp. 441., Cléba Jean Moutier
PONTOISE — Grève des Charpentiers 1911. Un groupe de grévistes bien passible